

La Banque Nationale divulgue ses résultats du deuxième trimestre de 2015 et hausse son dividende trimestriel de 4 % à 52 cents par action

L'information financière contenue dans le présent document est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2015 préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et énoncées dans le Manuel de CPA Canada. Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars canadiens.

MONTRÉAL, le 27 mai 2015 – La Banque Nationale déclare un résultat net de 404 M\$ au deuxième trimestre de 2015, en hausse de 12 % par rapport à 362 M\$ pour la période correspondante de 2014. Le résultat dilué par action de 1,13 \$ au deuxième trimestre de 2015 est en hausse de 12 % comparativement à 1,01 \$ au trimestre correspondant de 2014.

Le résultat net, excluant les éléments particuliers, est de 411 M\$ au deuxième trimestre de 2015, en croissance de 10 % par rapport à 375 M\$ au deuxième trimestre de 2014. Le résultat dilué par action excluant les éléments particuliers atteint 1,15 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2015, une augmentation de 10 % par rapport à 1,05 \$ au trimestre correspondant de 2014. Les éléments particuliers sont décrits à la page 4.

Le résultat net de la Banque pour le premier semestre de l'exercice financier 2015 se chiffre à 819 M\$, par rapport à 767 M\$ pour la période correspondante de 2014. Le résultat dilué par action atteint 2,29 \$ pour les six premiers mois de 2015, contre 2,16 \$ pour la période correspondante de 2014. En excluant les éléments particuliers, le résultat net du semestre terminé le 30 avril 2015 de 821 M\$, en hausse de 8 %, se compare à 759 M\$ pour la période correspondante de 2014. Le résultat dilué par action aurait été de 2,30 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2015, en croissance de 7 % par rapport à 2,14 \$ pour les six premiers mois de 2014.

« Les bons résultats de la Banque au deuxième trimestre témoignent à nouveau de la vigueur de nos activités et notamment de la croissance soutenue des prêts et des dépôts des particuliers et des entreprises, de l'accroissement des revenus du secteur de Gestion de patrimoine et d'une bonne performance globale de nos activités des marchés financiers », a déclaré le président et chef de la direction, Louis Vachon. « En outre, les niveaux de fonds propres et la qualité du crédit sont demeurés élevés. Par conséquent, nous avons reconduit notre programme de rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des activités; nous avons également haussé notre dividende et nous continuons à investir pour notre croissance à long terme », a ajouté M. Vachon.

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2015	2014	Variation %	2015	2014	Variation %
Résultat net	404	362	12	819	767	7
Résultat dilué par action (<i>en dollars</i>)	1,13 \$	1,01 \$	12	2,29 \$	2,16 \$	6
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17,6 %	17,4 %		17,7 %	18,6 %	
Ratio de versement des dividendes	44 %	42 %		44 %	42 %	
Excluant les éléments particuliers⁽¹⁾						
Résultat net	411	375	10	821	759	8
Résultat dilué par action (<i>en dollars</i>)	1,15 \$	1,05 \$	10	2,30 \$	2,14 \$	7
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17,9 %	18,1 %		17,7 %	18,4 %	
Ratio de versement des dividendes	42 %	43 %		42 %	43 %	
				Au 30 avril 2015	Au 31 octobre 2014	
Ratio des fonds propres CET1 selon Bâle III				9,5 %	9,2 %	
Ratio de levier selon Bâle III ⁽²⁾				3,7 %		

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » à la page 4.

(2) Le ratio est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Particuliers et Entreprises

- Résultat net de 166 M\$ au deuxième trimestre de 2015, par rapport à 157 M\$ au deuxième trimestre de 2014, une augmentation de 6 %.
- Les revenus atteignent 680 M\$ au deuxième trimestre de 2015, en hausse de 35 M\$ ou 5 % par rapport au trimestre correspondant de 2014.
- Croissance soutenue du crédit aux particuliers de 7 % depuis un an, les hausses les plus importantes provenant des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires, ainsi qu'une croissance du crédit aux entreprises de 7 % depuis un an.
- La marge nette d'intérêts atteint 2,19 % au deuxième trimestre de 2015, par rapport à 2,20 % au trimestre précédent et à 2,24 % au deuxième trimestre de 2014.
- La contribution avant dotations aux pertes sur créances et charge d'impôts augmente de 18 M\$ ou 7 %.
- Le ratio d'efficacité de 58,2 % s'améliore comparativement à 58,8 % au trimestre correspondant de 2014.

Gestion de patrimoine

- Résultat net de 103 M\$ au deuxième trimestre de 2015 par rapport à 69 M\$ pour le trimestre correspondant de 2014, une croissance de 49 % principalement en raison du gain sur cession d'actions de Fiera Capital.
- Résultat net excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾ de 84 M\$, en hausse de 6 M\$ ou 8 %.
- Revenu total excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾ de 359 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, contre 332 M\$ au trimestre correspondant de 2014, en hausse de 27 M\$ ou 8 %, principalement en raison de la croissance des revenus tirés des services tarifés et du revenu net d'intérêts, atténuée par une baisse des revenus de transactions.
- Les frais autres que d'intérêts s'établissent à 255 M\$ au deuxième trimestre de 2015, en hausse de 8 %.
- Excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾, le ratio d'efficacité de 68,0 % est stable comparativement à 68,1 % au deuxième trimestre de 2014.

Marchés financiers

- Résultat net de 160 M\$ au deuxième trimestre de 2015 contre 128 M\$ au trimestre correspondant de 2014, une augmentation de 25 %.
- Résultat net excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾ de 176 M\$, en hausse de 48 M\$ ou 38 %.
- Le revenu total excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾ de 428 M\$ augmente de 91 M\$ ou 27 % principalement en raison de la hausse des revenus liés aux activités de négociation.
- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 25 M\$ pour atteindre 187 M\$ au deuxième trimestre de 2015, notamment en raison de la hausse de la rémunération variable résultant de la croissance des revenus.
- Excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾, le ratio d'efficacité de 43,7 % s'améliore comparativement à 48,1 % au deuxième trimestre de 2014.

Autres

- Perte nette de 25 M\$ au deuxième trimestre de 2015 contre un résultat net de 8 M\$ au trimestre correspondant de 2014. La baisse du résultat net s'explique essentiellement par l'augmentation des frais autres que d'intérêts, notamment en raison des pertes de valeur d'immobilisations incorporelles.

Gestion du capital

- Ratio des fonds propres attribuables aux actions ordinaires (CET1) selon Bâle III de 9,5 % au 30 avril 2015, par rapport à 9,2 % au 31 octobre 2014, en raison de l'augmentation des fonds propres autogénérés, partiellement atténuée par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques.
- Ratio de levier selon Bâle III de 3,7 % au 30 avril 2015.

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » à la page 4.

FAITS SAILLANTS

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les données par action)	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2015	2014	Variation %	2015	2014	Variation %
Résultats d'exploitation						
Revenu total	1 421	1 276	11	2 831	2 640	7
Résultat net	404	362	12	819	767	7
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Banque	388	345	12	785	734	7
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17,6 %	17,4 %		17,7 %	18,6 %	
Résultat par action						
de base	1,14 \$	1,02 \$	12	2,32 \$	2,19 \$	6
dilué	1,13	1,01	12	2,29	2,16	6
Excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾						
Résultats d'exploitation <i>(en équivalent imposable)⁽²⁾</i>						
Revenu total	1 497	1 344	11	2 956	2 714	9
Résultat net	411	375	10	821	759	8
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Banque	395	358	10	787	726	8
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17,9 %	18,1 %		17,7 %	18,4 %	
Ratio d'efficacité	58,7 %	58,7 %		58,7 %	58,8 %	
Résultat par action						
de base	1,16 \$	1,06 \$	9	2,32 \$	2,16 \$	7
dilué	1,15	1,05	10	2,30	2,14	7
Informations sur les actions ordinaires						
Dividendes déclarés	0,50 \$	0,46 \$		1,00 \$	0,92 \$	
Valeur comptable				27,01	24,41	
Cours de l'action						
haut	49,15	45,73		55,06	46,86	
bas	45,02	41,60		44,21	41,60	
clôture	48,75	45,49		48,75	45,49	
Nombre d'actions ordinaires <i>(en milliers)</i>	330 141	327 606		330 141	327 606	
Capitalisation boursière	16 094	14 903		16 094	14 903	

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015	Au 31 octobre 2014	Variation %
Bilan et hors-bilan			
Actif total	207 123	205 429	1
Prêts et acceptations	108 822	106 169	2
Prêts douteux, déduction faite des provisions totales	(117)	(118)	
en % des prêts et acceptations moyens	(0,1) %	(0,1) %	
Dépôts	122 046	119 883	2
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 917	8 484	5
Actifs sous administration et sous gestion	366 645	345 332	6
Couverture par les résultats	10,37	8,98	
Couverture de l'actif	6,33	5,24	
Ratios réglementaires selon Bâle III			
Ratios des fonds propres ⁽³⁾			
attribuables aux actions ordinaires (CET1)	9,5 %	9,2 %	
catégorie 1 ⁽⁴⁾	12,4 %	12,3 %	
total ⁽⁴⁾	14,6 %	15,1 %	
Ratio de levier ^{(3) (5)}	3,7 %		
Ratio de liquidité à court terme ⁽⁵⁾	121,8 %		
Autres renseignements			
Nombre d'employés	20 125	19 955	1
Nombre de succursales au Canada	452	452	–
Nombre de guichets automatiques	933	935	–

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » à la page 4.

(2) Consulter les « Résultats consolidés » à la page 6 du Rapport aux actionnaires pour le trimestre terminé le 30 avril 2015.

(3) Les ratios sont calculés selon la méthode « tout compris ».

(4) Les ratios au 31 octobre 2014 incluent le rachat d'actions privilégiées série 16 effectué le 15 novembre 2014.

(5) Les ratios sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Banque sont préparés selon les IFRS, telles que publiées par l'IASB et énoncées dans le Manuel de CPA Canada. La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux IFRS pour évaluer les résultats et mesurer la performance globale de la Banque. Le fait de recourir à un tel mode de présentation de l'information donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments particuliers sur les résultats des périodes visées et de mieux évaluer les résultats en ne tenant pas compte de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que le résultat net et les autres mesures ajustées en fonction de critères autres que les IFRS n'ont pas une signification standard selon les IFRS et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Données financières

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les données par action)	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2015	2014	Variation %	2015	2014	Variation %
Excluant les éléments particuliers						
Particuliers et Entreprises	166	157	6	341	323	6
Gestion de patrimoine	84	78	8	167	154	8
Marchés financiers	176	128	38	354	273	30
Autres	(15)	12		(41)	9	
Résultat net excluant les éléments particuliers	411	375	10	821	759	8
Éléments liés à la détention des billets restructurés ⁽¹⁾	23	(3)		36	27	
Éléments relatifs aux acquisitions ⁽²⁾	(6)	(10)		(14)	(19)	
Gain sur cession d'actions de Fiera Capital ⁽³⁾	25	–		25	–	
Quote-part de la réduction de valeur de l'actif d'impôt exigible d'une entreprise associée ⁽⁴⁾	(16)	–		(16)	–	
Pertes de valeur d'immobilisations incorporelles ⁽⁵⁾	(33)	–		(33)	–	
Résultat net	404	362	12	819	767	7
Résultat dilué par action excluant les éléments particuliers	1,15 \$	1,05 \$	10	2,30 \$	2,14 \$	7
Éléments liés à la détention des billets restructurés ⁽¹⁾	0,07	(0,01)		0,11	0,08	
Éléments relatifs aux acquisitions ⁽²⁾	(0,02)	(0,03)		(0,05)	(0,06)	
Gain sur cession d'actions de Fiera Capital ⁽³⁾	0,08	–		0,08	–	
Quote-part de la réduction de valeur de l'actif d'impôt exigible d'une entreprise associée ⁽⁴⁾	(0,05)	–		(0,05)	–	
Pertes de valeur d'immobilisations incorporelles ⁽⁵⁾	(0,10)	–		(0,10)	–	
Résultat dilué par action	1,13 \$	1,01 \$	12	2,29 \$	2,16 \$	6
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires						
Incluant les éléments particuliers	17,6 %	17,4 %		17,7 %	18,6 %	
Excluant les éléments particuliers	17,9 %	18,1 %		17,7 %	18,4 %	

- (1) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2015, un coût de financement de 4 M\$ (4 M\$ déduction faite des impôts) a été enregistré relativement à la détention des billets restructurés (2014 : 4 M\$, 3 M\$ déduction faite des impôts). De plus, un gain de 37 M\$ (27 M\$ déduction faite des impôts) a été enregistré suite à la cession des billets restructurés des conduits VAC III. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2015, un coût de financement de 9 M\$ (8 M\$ déduction faite des impôts) a été enregistré relativement à la détention des billets restructurés (2014 : 9 M\$, 6 M\$ déduction faite des impôts), des revenus de 23 M\$ (17 M\$ déduction faite des impôts) ont été enregistrés en raison de l'appréciation de la juste valeur de ces billets (2014 : 45 M\$, 33 M\$ déduction faite des impôts) et un gain de 37 M\$ (27 M\$ déduction faite des impôts) a été enregistré suite à la cession des billets restructurés des conduits VAC III.
- (2) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2015, des charges de 8 M\$ (6 M\$ déduction faite des impôts) ont été enregistrées relativement aux acquisitions du secteur de Gestion de patrimoine (2014 : 13 M\$, 10 M\$ déduction faite des impôts). Ces charges se composent majoritairement de bonis de rétention et elles comprennent également la quote-part de la Banque des charges d'intégration engagées par Corporation Fiera Capital (Fiera Capital) ainsi que la quote-part de la Banque des charges d'intégration en lien avec la participation de la Banque dans TMX. Pour le semestre terminé le 30 avril 2015, ces charges sont de 18 M\$ (14 M\$ déduction faite des impôts) et pour le semestre correspondant de 2014, elles se chiffrent à 24 M\$ (19 M\$ déduction faite des impôts).
- (3) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2015, un gain sur cession d'actions, net des frais de souscription, de 29 M\$ (25 M\$ déduction faite des impôts) a été enregistré suite à la disposition d'actions de Fiera Capital par l'intermédiaire d'une des filiales de la Banque. Suite à cette transaction, le pourcentage de participation de la Banque dans Fiera Capital s'établit à 22 %.
- (4) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2015, une perte de 18 M\$ (16 M\$ déduction faite des impôts) a été enregistrée suite à la réduction de valeur de l'actif d'impôt exigible d'une entreprise associée.
- (5) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2015, des pertes de valeur d'immobilisations incorporelles de 46 M\$ (33 M\$ déduction faite des impôts) relativement à des développements technologiques ont été enregistrées.

MISE EN GARDE À PROPOS DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, la Banque fait des déclarations prospectives écrites et verbales, notamment celles contenues dans les sections « Principales tendances économiques » et « Perspectives pour la Banque Nationale » du Rapport annuel 2014, ainsi que dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens et d'autres communications, et ce, aux fins de décrire le contexte économique dans lequel la Banque évoluera au cours de l'exercice 2015 et les objectifs qu'elle souhaite atteindre au cours de cette période. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et aux États-Unis. Elles comprennent, entre autres, des déclarations à l'égard de l'économie – notamment les économies canadienne et américaine –, de l'évolution des marchés, des observations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, du rendement financier prévu de la Banque et de certains risques auxquels la Banque est confrontée. Ces déclarations prospectives sont habituellement marquées par l'usage de verbes au futur et au conditionnel ou par l'emploi d'expressions comme « prévoir », « croire », « estimer », « projeter », « s'attendre à », « avoir l'intention de » et autres termes ou expressions similaires.

En raison de leur nature même, ces déclarations prospectives supposent l'élaboration d'hypothèses et elles comportent donc nécessairement des risques et des incertitudes d'ordre général et spécifique. Les hypothèses qui ont trait à la performance des économies du Canada et des États-Unis en 2015 et à leurs effets sur les activités de la Banque figurent parmi les principaux facteurs pris en considération au moment de déterminer les priorités et les objectifs stratégiques et de fixer les objectifs financiers, notamment en ce qui a trait à la provision pour pertes sur créances. Au moment d'établir les prévisions concernant la croissance économique en général et dans le secteur des services financiers en particulier, la Banque s'appuie surtout sur les données économiques historiques fournies par les gouvernements du Canada et des États-Unis et leurs organismes.

Il est fort possible que les projections expresses ou implicites contenues dans ces déclarations prospectives ne se réalisent pas ou se révèlent inexactes. La Banque recommande aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que divers facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Banque, pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les mesures ou les événements futurs varient sensiblement des objectifs, attentes, estimations ou intentions figurant dans ces déclarations prospectives. Ces facteurs incluent notamment le risque stratégique, le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque opérationnel, le risque de réglementation, le risque de réputation et le risque environnemental, lesquels sont décrits plus amplement dans la section « Gestion des risques » débutant à la page 61 du Rapport annuel 2014, et plus précisément la conjoncture économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où la Banque exerce ses activités, y compris la modification à la réglementation touchant les activités de la Banque et affectant les fonds propres et les liquidités, la situation entourant les billets restructurés des conduits de véhicules d'actifs cadres (VAC), notamment la valeur de réalisation des actifs sous-jacents, les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que la Banque utilise à des fins de présentation de sa situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux principales estimations comptables, les lois fiscales en vigueur dans les pays où la Banque est présente, principalement le Canada et les États-Unis (y compris la loi intitulée *Foreign Account Tax Compliance Act* (FACTA) aux États-Unis), les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et la liquidité ainsi que les instructions relatives à leur présentation et leur interprétation, les changements aux cotes de crédit attribuées à la Banque et les perturbations potentielles à l'égard des systèmes de technologie de l'information de la Banque, y compris l'évolution des risques liés aux cyberattaques.

La liste des facteurs de risques susmentionnés n'est pas exhaustive. Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis dans les sections « Gestion des risques » et « Autres facteurs de risque » du Rapport annuel 2014. Les investisseurs et autres personnes qui se fondent sur les déclarations prospectives de la Banque doivent considérer soigneusement les facteurs susmentionnés ainsi que les incertitudes et les risques qu'ils comportent. À moins que la loi ne l'exige, la Banque ne prévoit pas mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qu'elle peut faire ou qui peut être faite en son nom de temps à autres.

L'information prospective contenue dans le présent document est destinée à l'interprétation des renseignements contenus dans ce document et pourrait ne pas convenir à d'autres fins.

DIVULGATION DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2015

Conférence téléphonique

- Une conférence téléphonique pour les analystes et investisseurs institutionnels aura lieu le mercredi 27 mai 2015 à 11 h 00 HAE.
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : 1 866 862-3930 ou 416 340-2217. Le code d'accès est le 1937377#.
- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 24 juin 2015 en composant le 1 800 408-3053 ou le 905 694-9451. Le code d'accès est le 4796186#.

Diffusion de l'appel sur Internet

- La conférence téléphonique sur les résultats sera diffusée en direct via Internet à l'adresse bnc.ca/relationinvestisseurs.
- Une version archivée de la conférence sera disponible après la fin de l'appel dans le site Internet de la Banque Nationale.

Documents financiers

- Le Rapport aux actionnaires (qui inclut les états financiers consolidés trimestriels) est en tout temps disponible dans le site Internet de la Banque Nationale à l'adresse bnc.ca/relationinvestisseurs.
- Le Rapport aux actionnaires, les informations financières complémentaires, les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires, ainsi que la présentation aux investisseurs, seront disponibles dans le site Internet de la Banque Nationale à la page des Relations avec les investisseurs, un peu avant le début de la conférence téléphonique.

Pour plus de renseignements :

Ghislain Parent
Chef des finances et
Premier vice-président
à la direction
Finances et Trésorerie
514 394-6807

Jean Dagenais
Premier vice-président
Finances
514 394-6233

Claude Breton
Vice-président
Affaires publiques et
Relations investisseurs
514 394-8644

Hélène Baril
Directrice principale
Relations investisseurs
514 394-0296